Euro : M. Hollande doit répondre à M^me Merkel

9/6/2012

Longtemps, l'Europe en expansion a su gérer ses crises successives grâce à une méthode bien à elle et qui ne manque pas de mérites : l'ambiguïté constructive. On laisse de côté ce qui divise, on avance sur le minimum qui rassemble, on emballe le tout dans une rhétorique brillante et un tantinet fumeuse. Et on attend la prochaine crise.

La méthode a bien marché, le plus souvent, parce que l'Europe, précisément, est une construction ambiguë. Elle n'est pas une fédération. Elle est plutôt une union d'Etats nations qui ont délégué une parcelle de leur souveraineté à des institutions communautaires. Cette nature hybride et cette dialectique permanente constituent son originalité.

Cela fonctionne tant bien que mal dans nombre de domaines. Cela ne marche pas avec la monnaie unique. C'est ce que prouve la crise de l'euro. Et c'est le problème qu'Angela Merkel a à nouveau soulevé jeudi 7 juin. Elle a eu raison de le faire.

Elle tenait à Berlin une conférence de presse avec son homologue britannique, David Cameron, mais, en vérité, elle s'adressait prioritairement à un interlocuteur qui n'était pas dans la salle : François Hollande.

Que dit la chancelière ? Elle répète cette vérité première sur

Editorial

laquelle il ne peut y avoir d'ambiguïté : la gestion de la monnaie unique suppose une politique budgétaire commune. Toute union monétaire marche sur deux jambes : une banque centrale, un Trésor commun.

Or une politique budgétaire commune – la crise de l'euro le prouve depuis deux ans – requiert des mécanismes d'harmonisation, de contrôle, de gestion, d'évaluation qui doivent être centralisés. Autrement dit, les Etats qui veulent la monnaie unique doivent céder un peu de leur souveraineté budgétaire. On ne peut vouloir l'euro et conserver sa pleine souveraineté budgétaire. En matière monétaire, l'ambiguïté est destructrice, pas constructive.

M^me Merkel ne propose pas un super-Etat fédéral pour gouverner l'Europe. Elle ne réclame pas une fédération. Elle veut seulement investir une institution communautaire de la part de pouvoirs – budgétaire et bancaire – nécessaires à une saine gestion de l'euro. A cette condition, l'Allemagne est prête à aider à la recapitalisation des banques espagnoles, et même à mutualiser une partie de la dette souveraine au sein de la zone.

On attend la réponse de Paris. Le président français est un européen convaincu. On peut comprendre ses hésitations. En 2004, il était partisan du projet de Constitution européenne. Mais, rassemblée autour de Laurent Fabius, une majorité de « non » l'emporta au référendum de 2005.

M. Hollande est un fils spirituel de Jacques Delors et de François Mitterrand, deux des pères de l'euro. On ne doute pas de sa réponse à M^me Merkel. Il devrait dire oui à ce petit pas fédéral pour sauver l'euro, quitte, ce jour-là, à envoyer M. Fabius en tournée à l'autre bout de la planète. On attend le discours du président Hollande sur l'Europe. ■

Page 3 et l'analyse page 15

UK price £ 1,50

Le Monde
Samedi 9 juin 2012

Impasse allemande, déni français

1718

Analyse

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE
Correspondant à Berlin

La meilleure défense, c'est l'attaque. Angela Merkel l'a encore prouvé, jeudi 7 juin, en relançant son idée d'*« union politique »* en Europe. Pour ambitieuse qu'elle soit, cette proposition ne doit pas cacher que la chancelière est dans une impasse. A seize mois des élections législatives, elle n'a plus de majorité assurée au Bundestag. Surtout, depuis la victoire de François Hollande, elle se retrouve isolée sur la scène internationale. D'autant plus que le pourrissement de la crise européenne invalide en grande partie les solutions qu'elle avait imposées depuis deux ans avec l'aide de Nicolas Sarkozy.

Refus des euro-obligations, de l'union bancaire, d'une véritable politique de croissance... Angela Merkel devient la « Frau Nein » de l'Europe. Dans la *Süddeutsche Zeitung* du 4 juin, l'ancien ministre (Vert) des affaires étrangères Joschka Fischer estime même qu'avec sa politique la chancelière met le feu à l'Europe. *« Au XXe siècle, pour assujettir le continent, l'Allemagne s'est, à deux reprises, avec la guerre (...), détruite elle-même et a détruit l'ordre européen. (...) Il serait à la fois tragique et ironique qu'aujourd'hui, au début du XXIe siècle, l'Allemagne réunifiée, pacifiquement et avec les meilleures intentions, réduise une troisième fois à néant l'ordre européen »*, écrit M. Fischer.

Sur le plan intérieur, même impasse. Sur le papier, Angela Merkel dispose d'une confortable majorité (19 voix) au Bundestag. Sauf que le 27 février, lorsque le Parlement devait approuver le second plan d'aide à la Grèce, 26 députés de droite se sont abstenus ou ont voté contre. Résultat : sans le soutien de la gauche, cette loi était rejetée. Surtout, tous les sondages montrent que, si les élections avaient lieu aujourd'hui, la CDU resterait sans doute le premier parti (avec 34 % des voix), mais que le SPD (32 %) rattraperait son retard. De plus, l'allié de la CDU, le Parti libéral (FDP), dépasserait à peine les 5 %.

Si elle veut rester au pouvoir, Angela Merkel devra s'allier avec les sociaux-démocrates. Une perspective qui n'enchante personne mais qui pourrait s'imposer. Aucun responsable politique allemand digne de ce nom ne peut se permettre de créer une crise politique en refusant de participer à une coalition gouvernementale. D'ailleurs, l'Allemagne est de facto déjà régie par une grande coalition. Les sociaux-démocrates ont approuvé la réforme de la Bundeswehr, la sortie du nucléaire et la politique européenne d'Angela Merkel, les trois dossiers majeurs de ce gouvernement. Sur l'Europe, la loi impose d'ailleurs que le traité budgétaire soit adopté à une majorité des deux tiers. Un compromis avec le SPD est donc indispensable.

> « Le fédéralisme à la papa est dépassé », juge-t-on en France. Le problème est que, pour les Allemands, c'est l'avenir

Mais plus Angela Merkel cède à l'opposition, plus elle mécontente ses troupes. Si la gauche critique le pacte budgétaire, la droite critique le Mécanisme européen de stabilité (MES), dispositif de secours financier permanent qui devrait être mis en place prochainement. D'ores et déjà, dix députés de la majorité ont annoncé qu'ils ne le voteraient pas. Peu perçu à l'étranger, un vigoureux débat oppose les Allemands au sujet de celui-ci. Bien sûr, les eurosceptiques de toujours tiennent le haut du pavé. Mais de nombreux Allemands, européens convaincus, sont contre le MES ou les euro-obligations dans l'Union européenne telle qu'elle est actuellement.

Nombre d'Allemands, y compris de gauche, se retrouvent parfaitement dans les propos de Jens Weidmann, président de la Bundesbank : *« On ne confie pas sa carte de crédit à quelqu'un si on n'a pas la possibilité de contrôler ses dépenses. La communautarisation de la dette est la face d'une médaille dont l'autre côté serait le fédéralisme. »* En novembre, le dernier congrès de la CDU a appelé à élire le président de la Commission européenne au suffrage universel. Les déclarations faites, le 7 juin, par la chancelière ne sont qu'un rappel de cette prise de position du parti.

Et c'est là que la France est dans le déni. Au grand désarroi des Allemands, les Français refusent ce débat. Tant Nicolas Sarkozy que François Hollande ont bien pris soin de l'esquiver tout au long de la campagne. Traumatisé par la division de la gauche et la victoire du non au référendum de 2005, le candidat socialiste n'entendait pas rouvrir le dossier. *« L'opinion allemande est de considérer les euro-obligations comme un point d'arrivée, pour en donner une version optimiste, alors que, pour nous, c'est un point de départ »*, a déclaré le chef de l'Etat lors du sommet européen informel du 23 mai.

Le problème est que le nouveau président de la République n'a jamais dit où se situait, selon lui, le point d'arrivée. La nomination de Laurent Fabius au ministère des affaires étrangères, mais aussi de Bernard Cazeneuve aux affaires européennes, deux partisans du non au référendum de 2005, laisse même penser que les deux points ne sont pas très éloignés, ce qui, pour l'Allemagne, est inacceptable.

Pour ne pas être accusé de *« transfert de souveraineté »*, le nouveau gouvernement se veut pragmatique. Le ministre de l'économie, Pierre Moscovici, évoque une *« intégration fonctionnelle »*. *« Le fédéralisme à la papa est dépassé »*, juge-t-on en France. Le problème est que, pour les Allemands, c'est l'avenir. Entre Angela Merkel, dotée d'une vision à long terme mais incapable de réagir rapidement et efficacement, et François Hollande, qui estime qu'*« il convient d'agir tout de suite pour la croissance »*, la complémentarité pourrait être parfaite. A moins que la différence ne soit mortifère. ■

lemaitre@lemonde.fr

Merkel refuse de soutenir l'euro sans contrepartie

La chancelière allemande veut accélérer les discussions sur un approfondissement politique de l'union monétaire

Un défi politique en pleine urgence pour l'euro : Angela Merkel a relancé, jeudi 7 juin, le débat sur l'avenir politique de l'Europe au cours d'un entretien accordé à la chaîne publique ARD. *« Nous avons besoin de plus d'Europe (...), d'une union budgétaire (...) et nous avons surtout besoin d'une union politique. Nous devons, pas à pas, abandonner des compétences à l'Europe. »*

Habituellement soucieuse de préserver l'unité des Vingt-Sept, la chancelière allemande a, cette fois, franchi un pas supplémentaire, en relançant l'idée d'une Europe à deux vitesses, autour d'un noyau dur constitué des pays volontaires de la zone euro : *« Nous ne devons pas rester immobiles parce que l'un ou l'autre* (pays) *ne veut pas encore suivre »*, a-t-elle dit, peu avant de recevoir David Cameron, le premier ministre britannique, plus que jamais opposé à tout approfondissement de l'Union européenne.

> « Nous ne devons pas rester immobiles parce que l'un ou l'autre ne veut pas suivre »
>
> **Angela Merkel**
>
> chancelière allemande

Un peu plus tard, devant un parterre d'étudiants, elle a rappelé que son parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), était favorable à l'élection au suffrage universel du président de la Commission dont elle veut faire le pilier du gouvernement économique de l'euro. Elle se dit également convaincue, à terme, de l'émergence de partis politiques continentaux, et plaide pour le renforcement du Parlement européen. Ces déclarations sont dans la droite ligne de l'analyse faite lors du congrès de la CDU en novembre 2011 : *« Nous sommes tous une partie de la politique intérieure européenne »*, avait alors déclaré la chancelière.

Depuis, la situation de l'Union monétaire s'est encore aggravée. La zone euro s'apprête dans les prochains jours à voler au secours des banques espagnoles, et la Grèce est en pleine impasse politique, avant les élections législatives du 17 juin. Face à l'urgence, Angela Merkel cherche à répondre à tous ceux qui, en Europe mais aussi aux Etats-Unis et en Asie, la pressent de prendre des mesures immédiates pour surmonter enfin la crise. Craignant le démantèlement de l'Union monétaire, David Cameron, a d'ailleurs profité de sa visite à Berlin pour multiplier les bons conseils à la chancelière, même si ses vues sur l'avenir de l'Europe sont bien loin de celles de son homologue.

La chancelière allemande, Angela Merkel, durant une conférence de presse qui s'est tenue, à Berlin, avec le premier ministre britannique David Cameron, jeudi 7 juin. MARKUS SCHREIBER/AP.

Le débat sur l'union politique a sans doute, pour Angela Merkel, un intérêt tactique : il s'agit d'essayer de reprendre la main alors qu'elle est critiquée pour son manque de vision et sa pusillanimité, à deux semaines d'un Conseil européen, les 28 et 29 juin, dédié au « renforcement » d'une Union monétaire plus fragile que jamais. Dans le quotidien économique *Handelsblatt* du 8 juin, le social-démocrate Martin Schulz, président du Parlement européen, lui rétorque d'ailleurs que *« ce dont nous avons besoin, ce sont des mesures concrètes pour la croissance et l'emploi »* et non des *« jeux intellectuels »*. Mais l'offensive va bien au-delà.

La chancelière allemande est isolée face à des partenaires, comme François Hollande et Mario Monti, qui la poussent dans ses retranchements sur deux sujets susceptibles de pérenniser l'Union monétaire, les euro-obligations, et l'union bancaire. Ces deux options reviennent peu ou prou à mutualiser les risques en plaçant l'Allemagne en position de garante en dernier ressort des dettes de l'ensemble de la zone euro. Peu pressée de faire mouvement dans cette direction sans contreparties, Angela Merkel présente la facture : celle d'un saut politique dont elle sait qu'il ne va pas de soi pour ses voisins. Pour les Allemands, pas question de couvrir les risques de leurs voisins sans mettre en place un dispositif interne de contrôle de leurs choix budgétaires. Même le SPD, favorable aux euro-obligations, juge que celles-ci ne peuvent être que l'aboutissement d'un processus d'intégration.

En indiquant qu'elle souhaitait faire travailler ses partenaires sur le sujet, Angela Merkel veut éviter de subir une déconvenue similaire à celle de Karl Lamers et de Wolfgang Schäuble en 1994. Ces deux dirigeants de la CDU avaient proposé une coopération renforcée à la France et aux pays du Benelux, sous forme de noyau dur. Mais en pleine cohabitation entre François Mitterrand et le premier ministre Edouard Balladur, Paris ne prit même pas la peine de répondre.

Cette fois encore, les voisins et partenaires de l'Allemagne sont des plus partagés. Si le premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, dos au mur, plaide pour de nouveaux « transferts de souveraineté » au profit d'une autorité budgétaire centralisée, tout comme la Belgique, qui est elle aussi sur cette ligne, le premier ministre italien, Mario Monti, se dit partisan d'une intégration d'inspiration fédérale, mais il avance avec prudence, afin de ne pas perdre le soutien de l'opinion publique italienne, et des partis qui l'appuient au Parlement. Les Pays-Bas sont, au contraire, engagés dans une campagne électorale, où les partis radicaux exigent un référendum sur l'euro, et s'opposent à tout approfondissement.

La question posée par Angela Merkel s'adresse avant tout à la France, où François Hollande, comme Nicolas Sarkozy avant de quitter l'Elysée, marche sur des œufs. Et pas uniquement en raison du contexte de la proximité des élections législatives. Dans l'entourage du chef de l'Etat, on se méfie des appels venus d'Allemagne ou de la Banque centrale européenne en faveur de nouveaux transferts de souveraineté au profit de Bruxelles. La divergence est profonde : *« Les Allemands veulent renforcer les institutions communautaires, Commission et Parlement européens, ce n'est pas la vision française »*, dit-on à l'Elysée.

Le ministre des finances français, Pierre Moscovici, préfère parler d'*« intégration fonctionnelle »*, susceptible d'assurer le bon fonctionnement de l'Union monétaire : *« c'est un corollaire indispensable à la monnaie unique »*, selon lui. *« Le fédéralisme de papa est dépassé »*, prévient un haut responsable français.

Pour Bernard Cazeneuve, le ministre délégué aux affaires européennes, Paris et Berlin n'ont pas encore trouvé de compromis : *« Les Allemands disent "nous sommes prêts à étudier les euro-obligations si nous avons intégré davantage d'abord, après de nouveaux efforts de discipline budgétaire" »*, dit ce proche de François Hollande : *« Nous ne sommes pas défavorables à un processus d'intégration politique, mais il faut au préalable une initiative forte pour la croissance, nécessaire au rétablissement des équilibres budgétaires. Et les euro-obligations sont un instrument pour catalyser le processus. »* ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (À BERLIN), PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES) ET THOMAS WIEDER

M. Fillon favorable à une Europe à deux vitesses

L'ancien premier ministre français François Fillon s'est réjoui jeudi 7 juin que l'Allemagne se rallie à l'idée d'une union politique européenne, quitte à avoir une Europe à deux vitesses. Réagissant aux propos de Mme Merkel, M. Fillon a déclaré : *« C'est très important ce qu'elle vient de dire, parce que je pensais jusqu'à maintenant que l'Allemagne s'opposerait à cette idée d'un noyau dur européen. »* Aux yeux de M. Fillon ce *« noyau dur »* devrait être *« composé de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, des pays qui sont à l'origine de l'Union européenne, qui ont la même monnaie et devraient s'organiser avec un gouvernement économique ». « J'y suis favorable parce que sinon c'est le déclin, le déclassement des pays européens, qui vont être progressivement balayés par la compétition venant d'Asie ou d'Amérique latine »*, a ajouté l'ancien premier ministre, très critique de la gestion de la relation franco-allemande par le président François Hollande. – *(AFP.)*

L'Espagne en crise nomme le gouverneur de sa banque centrale

Madrid
Correspondante

L'agence de notation Fitch a abaissé de trois crans la note de l'Espagne de A (qualité moyenne supérieure) à BBB (qualité moyenne inférieure). En cause, le *« coût budgétaire d'une restructuration et d'une recapitalisation du secteur bancaire espagnol »*, que l'agence estime entre 60 et 100 milliards d'euros, mais aussi une poursuite de la récession en 2013 et une envolée de la dette publique qui pourrait atteindre 95 % du PIB espagnol en 2015.

Cette dégradation est un nouveau coup dur pour l'Espagne qui tente par tous les moyens de regagner la confiance des marchés après avoir vu le coût du financement de sa dette atteindre des niveaux insoutenables ces dernières semaines. De plus, elle intervient le jour où le ministre de l'économie espagnol, Luis de Guindos, annonçait le nom du prochain gouverneur de la Banque d'Espagne (BDE), dont la tâche consistera à dissiper les doutes qui planent sur la santé réelle du secteur financier espagnol et à redonner de la crédibilité à la banque centrale, alors que sa gestion de la crise et son travail de supervision sont contestés de toute part.

Le choix du gouvernement s'est porté sur Luis Maria Linde, économiste reconnu de 67 ans. Il remplacera dès lundi Miguel Angel Fernandez Ordoñez, qui abandonne ainsi son poste un mois avant la fin de son mandat, dans un climat de tension aggravé par l'annonce en mai de la nationalisation de la quatrième banque espagnole, Bankia, et l'injection de 19 milliards d'euros de fonds publics.

M. de Guindos n'a donc pas cédé à la pression de la Banque centrale européenne (BCE) qui préférait la candidature de José Manuel Gonzalez Paramo, membre du directoire de la BCE jusqu'à la semaine dernière. Mais le ministre de l'économie espagnol a choisi en la personne de Luis Maria Linde, dans la même lignée que M. Paramo, un professionnel reconnu, politiquement neutre, resté inconnu du grand public malgré la longévité de sa carrière, excellent connaisseur des rouages de la BDE (il a été directeur général pour les affaires internationales de l'institution de 1987 à 2000). Sa nomination est le fruit d'un consensus entre les principaux partis politiques, contrairement à celle de son prédécesseur : en 2006, M. Ordoñez avait été choisi unilatéralement par le gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero, suscitant la colère du Parti populaire (PP) qui jugeait son profil trop politique (il avait participé comme secrétaire d'Etat à l'économie aux gouvernements socialistes de Felipe Gonzalez et de M. Zapatero).

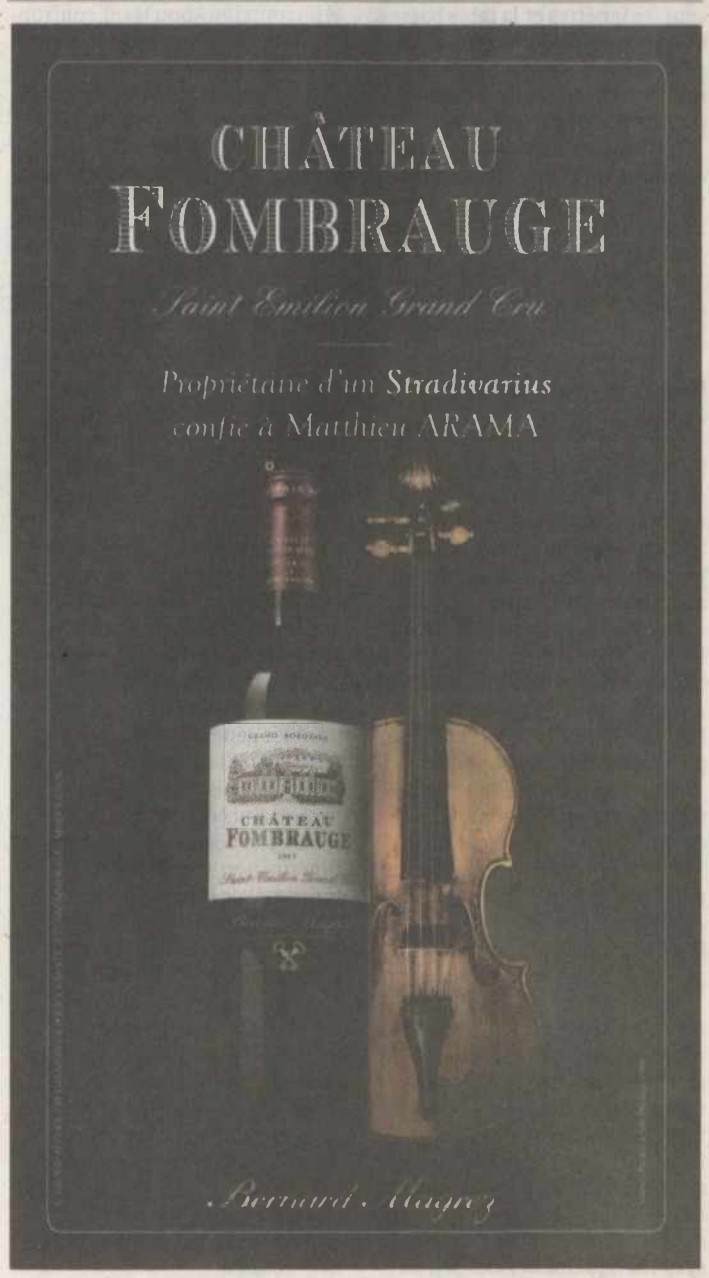
> La tâche du prochain gouverneur consistera à dissiper les doutes sur la santé réelle du secteur financier espagnol

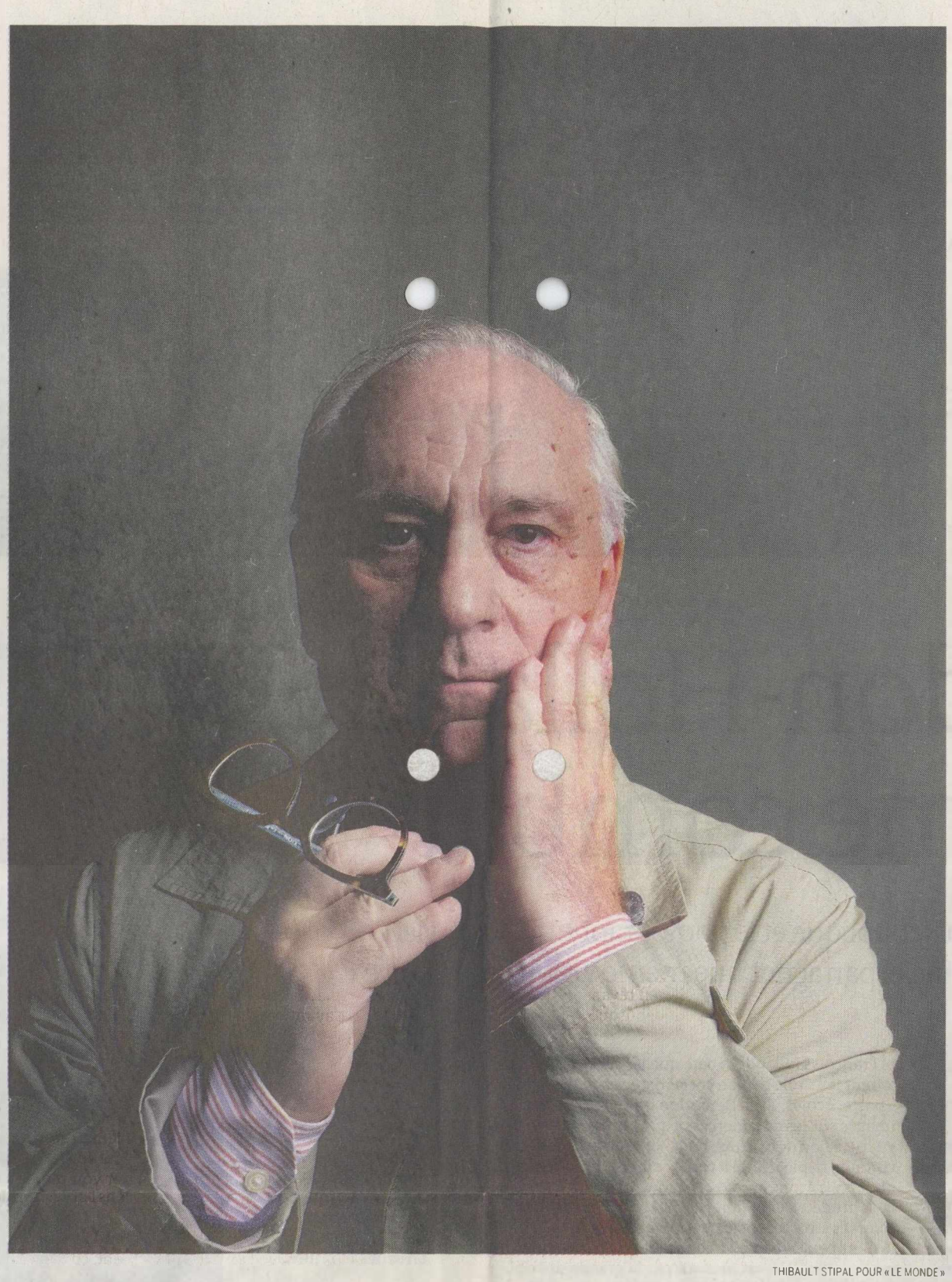
Les défis qui attendent M. Linde sont nombreux, et les affaires sérieuses commenceront le jour même de sa nomination, le 11 mai, date de la publication du rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur la banque espagnole. Jeudi, Reuters a révélé que ce document chiffre à 40 milliards d'euros les fonds dont auront besoin les institutions financières pour supporter le coût de la détérioration des actifs hérités de la bulle immobilière.

M. Linde devra en outre apporter une réponse au résultat, attendu dans une dizaine de jours, de l'audit des banques que le gouvernement a confié à deux cabinets indépendants, l'allemand Roland Berger et l'américain Oliver Wyman. Puis à celui des quatre autres cabinets choisis par le gouvernement, KPMG, Deloitte, Ernst & Young et PricewaterhouseCooper (PwC), pour évaluer l'état réel du portefeuille des banques espagnoles, la détérioration de leurs actifs et l'ampleur des impayés à craindre.

Une fois connus les besoins de capitaux des banques, le gouvernement décidera s'il demandera ou non de recourir à un plan de sauvetage européen. Jeudi, le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a d'ores et déjà annoncé que *« si éventuellement l'Espagne nous demandait de soutenir son secteur bancaire, à l'évidence, cela se ferait »*. ■

SANDRINE MOREL





THIBAULT STIPAL POUR « LE MONDE »

Dimitris Dimitriadis : « La Grèce est morte »

Le dramaturge grec voit dans la crise actuelle la conséquence de trois siècles d'errements. Stigmatisant autant le peuple grec que ses élus, il en appelle à un sursaut moral profond. Entretien

PROPOS RECUEILLIS PAR
FABIENNE DARGE

Dimitris Dimitriadis, 68 ans, est dramaturge, essayiste, poète et traducteur – du français au grec, et de Blanchot, Beckett, Genet, Bataille ou Duras. Installé à Thessalonique, il est l'auteur d'une trentaine de pièces dont plusieurs ont été traduites et jouées en France, notamment au Théâtre de l'Odéon, en 2009. Entretien au moment où le Théâtre de la Ville, à Paris, présente « Chantiers d'Europe », où la Grèce est à l'honneur.

En 1978, vous avez écrit le texte « Je meurs comme un pays ». Il parle de la disparition d'une nation qui perd jusqu'à son nom et son histoire. Quel sentiment éprouvez-vous face à ce qui arrive à la Grèce ?

C'est évidemment un sentiment assez étrange. J'ai écrit *Je meurs…* il y a trente-cinq ans : le pays était sorti de la dictature des colonels, c'était une période pleine d'espoir, de promesses et de prospérité. C'est une situation personnelle de solitude absolue qui m'a poussé à écrire ce texte qui a pris la forme d'une parabole : je parle d'un pays qui meurt parce qu'il n'accepte pas sa propre fin, et qu'il n'accepte pas l'autre. Un pays qui se sent assiégé pendant mille ans, qui n'accepte pas ce qu'il appelle l'ennemi, qui ne voit pas que l'« ennemi » est sa perspective d'avenir. Ce qui caractérise la Grèce, c'est une sorte de stagnation, d'immobilité mentale : on reste figé sur des habitudes aussi bien psychologiques que sociales, on vit sur une tradition morte, que l'on ne songe pas à renouveler.

C'est un problème gravissime : ce pays par excellence historique qu'est la Grèce est bloqué dans le mécanisme de l'Histoire. C'est pour cela que nous sommes arrivés à une impasse : tout ce dont on parle, ce grand héritage grec dont on se prévaut, s'est pétrifié sous forme de clichés, de stéréotypes. Ce n'est pas nouveau : cela fait bien longtemps qu'en Grèce nous vivons dans la lumière d'une étoile morte. Ce que je ressentais il y a trente-cinq ans est devenu plus aigu aujourd'hui : la « crise » ne se résoudra pas sans une vraie prise de conscience historique, qui passe par la reconnaissance que quelque chose est mort, pour qu'une nouvelle naissance puisse avoir lieu. Comme dans ce vers de T. S. Eliot : *« Dans ma fin est mon commencement. »* Encore faut-il nommer la fin.

La crise est donc avant tout historique, avant d'être politique ou économique ?

Oui, même si je ne nie pas les dimensions économique et politique. Il faut redire encore et encore que le système politique sur lequel nous vivons en Grèce, qui date de l'occupation ottomane (et donc de plusieurs siècles), est totalement clientéliste. Les grands propriétaires terriens d'autrefois ont été remplacés par les partis politiques, mais c'est la même relation avec le peuple. L'Etat appartient au parti, et le parti utilise et exploite les ressources de l'Etat pour maintenir son système de clientèle.

Vous dites « le » parti, mais il y a eu des alternances politiques en Grèce depuis la fin de la dictature, en 1974…

Oui, bien sûr, après la chute des colonels est apparue la Nouvelle Démocratie de Constantin Caramanlis, mais à partir de la fin des années 1970, c'est vraiment le parti soi-disant socialiste d'Andréas Papandréou, le Pasok, qui a régné sur la Grèce. Ces deux grands partis, l'un dit de droite, l'autre dit de gauche, ont fonctionné de la même façon, mais il faut reconnaître que le Pasok a poussé ce système de clientélisme à son maximum. Il a opéré un véritable rapt des ressources de l'Etat, avec tout l'argent qui venait de l'Union européenne, et l'argent de l'Etat est devenu le trésor du parti, qui a permis la création de nombreux emplois fictifs, par exemple. Et tout cela continue et explique en partie que nous en soyons arrivés à une telle catastrophe économique : le système est épuisé parce qu'il n'y a plus de ressources, et tellement pourri en profondeur qu'on est complètement dans l'impasse. C'est tout cela qui me fait dire que le pays est déjà mort, et qu'il faut l'accepter : tout balayer, pour recommencer depuis le début. C'est cela, la conscience historique.

Le mot « crise », qui vient du grec, est-il approprié pour parler de ce qui se passe ?

Il désigne quelque chose de temporaire, qui va passer sans laisser trop de traces, sans conséquences sérieuses. Il y a une frivolité dans l'emploi de ce mot : la crise, comme on parlerait d'une crise de nerfs… Dans le cas de la Grèce, nous avons affaire à une situation qui dure depuis au moins trois siècles. Ce n'est pas une crise temporaire, qui pourrait passer grâce à des solutions plus ou moins efficaces. Le problème est très profond. Je ne crois pas que les élections du 17 juin puissent nous mener bien loin.

Après l'échec des élections du 6 mai, les sondages nous annoncent une remontée des deux grands partis de gouvernement. C'est absurde, compte tenu de ce que nous venons de pointer. Comment avoir confiance dans ces partis ? L'actuel Pasok affiche comme référence suprême Andréas Papandréou, qui a été le grand démolisseur de notre pays sur le plan moral, sur le plan de la langue, sur le plan des mœurs. Pour moi, il a été le Ceausescu grec (exactions mises à part) : ses victoires ont reposé pendant trente ans sur l'achat des votes, par dizaines de milliers, comme une équipe de foot constitue des rangs de fanatiques. Alors je crois que le système politique grec actuel est incapable de créer une nouvelle étape.

Vous en appelez à un sursaut moral profond. Mais peut-il être entendu dans un contexte où les gens souffrent de plus en plus, matériellement et psychiquement ? Essayer de maintenir un minimum de niveau de vie ne va-t-il pas prendre le pas sur d'autres considérations ?

Il est vrai que la vie quotidienne en Grèce est devenue quasiment insupportable. Mais parfois, moi qui vis dans cette quotidienneté et qui souffre comme tout le monde, je me dis que les Européens ont raison de vouloir frapper le pays. Il m'arrive de penser qu'il ne faut pas qu'ils aient pitié, parce que vraiment, il faut le dire, le peuple grec aussi est coupable : il a vécu dans une facilité et une frivolité le conduisant à accepter tous les arrangements.

J'ai souvent l'impression qu'une forme de vulgarité, de grossièreté, a gagné dans mon pays. On peut y observer une forme de rire, par exemple, tout à fait effrayante : un rire qui, comme le disait le moine du *Nom de la rose*, d'Umberto Eco, déforme le visage de l'hor[illegible] et le rend lai[illegible]. Je ne veux pas dire que j'aimerais que les gens pleurent, mais ce rire-là dénote une forme d'insouciance insupportable. Alors, si je me dis parfois que j'aimerais que l'Europe frappe la Grèce, c'est parce que réellement on étouffe. Ce que l'on voit de l'intérieur, c'est un peuple qui certes souffre vraiment, qui subit les conséquences de cette corruption généralisée, mais qui n'est pas seulement victime : nos politiciens sont à l'image de notre peuple. Cette mentalité déplorable dont je parle appartient à toute la population, et pas seulement à la population grecque, d'ailleurs : on peut faire de nombreux parallèles avec l'Italie et la Pologne, notamment…

Cette crise de civilisation que vous pointez, notamment dans votre livre « Nous et les Grecs », dépasse donc largement les frontières de votre pays ?

Bien sûr. Cette fin d'un cycle historique concerne tous les pays. L'impasse est économique et politique – on ne parle plus que de banques, de Bourse, de montée, de descente… –, mais on semble oublier que le politique et l'économique font partie d'un réseau bien plus large qui s'appelle la civilisation. Et ce problème de civilisation n'est pas vraiment envisagé de manière sérieuse. C'est pour cela qu'il serait bon de remettre en avant la réflexion sur l'Histoire et ses cycles. Comment ne pas penser, par exemple, à l'heure actuelle, à la République de Weimar, dans l'Allemagne des années 1920 ?

Justement, comment voyez-vous la montée dans votre pays du parti néonazi Aube dorée, qui a obtenu 7 % des voix et 23 députés aux élections du 6 mai, et dont certains membres ont commis des actions violentes ?

Ce résultat montre qu'une partie de la population désire l'apparition d'un leader sans morale, qui montre sa force, sa volonté de pouvoir, et rien d'autre. Ce qui m'inquiète en profondeur, c'est que s'accentuent un certain nombre de clichés moraux et sociaux qui ont toujours existé ces trente dernières années : il

« Comment ne pas penser, à l'heure actuelle, à l'Allemagne des années 1920 ? »

y a en Grèce une forme de conservatisme, au sens le plus sauvage du mot, largement encouragé par l'Eglise, qui va faire sortir de l'intérieur du peuple des réactions racistes, homophobes, nationalistes et chauvines. La situation est critique, mais l'on ne voit pas de véritable alternative sur le plan politique : on dit qu'il y a des jeunes gens très bien dans notre pays qui ont étudié à l'étranger, qui pourraient prendre la relève, mais ils sont sans force, sans organisation, on ne les voit pas. Ce qu'on voit, c'est la même image qui se reproduit depuis quarante ans, et même plus…

Comment faire émerger ce changement profond, alors ?

Pour le moment, c'est quasiment de l'ordre de l'utopie. Dans les conditions dans lesquelles on vit, parler d'une nouvelle civilisation apparaît comme une sorte de rêve qui appartient à l'art plutôt qu'à la réalité. C'est le grand apport de l'art et de la littérature : l'invention. Toutes les grandes inventions, à commencer par la démocratie et la tragédie, sont sorties d'une réalité historique précise, comme l'a très bien montré Cornelius Castoriadis. C'est pour cela que nous devons nous demander si la démocratie qui a été inventée dans l'Antiquité peut encore fonctionner.

Peut-être est-il temps d'inventer une nouvelle façon de se gouverner… Je pense à ce poème qu'a écrit Günter Grass sur la Grèce *[intitulé* La Honte de l'Europe, *le poème a été publié le 25 mai par l'écrivain allemand dans la* Züddeutsche Zeitung *et commence ainsi* : « Tu t'éloignes du pays qui était ton berceau… »*]* : pour moi, c'est un mauvais poème – enfin, superficiel : parce que si on parle de la Grèce comme « berceau » de notre civilisation, il faut bien voir que ce berceau est devenu tombeau. Mais le tombeau peut à son tour devenir berceau… L'humanité, jusqu'à présent, a toujours renouvelé ses forces et ses modèles de civilisation à travers les malheurs et les catastrophes. Il n'y a aucune raison de penser qu'elle ne pourrait pas continuer.

Quel rôle le théâtre joue-t-il dans ce processus ?

Le théâtre est par excellence le lieu de la révélation, de l'épiphanie, de l'apparition de ce qui est encore informe, caché. Il y a en Grèce – et ailleurs – des forces créatrices qui ne demandent qu'à être libérées, formalisées. Le théâtre peut y contribuer. Et, plus modestement, dans la période alarmante qui s'ouvre – car nous n'en sommes qu'au début, ne nous faisons pas d'illusions –, on essaie en tant qu'artistes d'aller contre le courant pour créer quelque chose qui donne sens à nos vies, et si possible à la vie des autres. ■

¶
À LIRE
« JE MEURS COMME UN PAYS »
de Dimitris Dimitriadis
(Les Solitaires intempestifs, 2005).

« LE THÉÂTRE EN ÉCRIT »
de Dimitris Dimitriadis
(Les Solitaires intempestifs, 2009).

¶
À VOIR
« CHANTIERS D'EUROPE »
Théâtre de la Ville,
Paris 4e.
Tél. : 01-42-74-22-77.
Spectacles, concerts, lectures autour de la Grèce et de l'Italie.
Jusqu'au 15 juin.
www.theatredelaville-paris.com